



Résolution canadienne sur le Myanmar: La honteuse unanimité des parlementaires canadiens

Par [Robin Philpot](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2018

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Lorsque feu Kofi Annan a remis aux autorités du Myanmar le rapport de la [Commission consultative sur la situation de l'État de Rakhine](#) et de la minorité musulmane de l'État de Rakhine le 25 août 2017, il a adressé la recommandation suivante à la communauté internationale dont le Canada fait partie.

« La communauté internationale devrait continuer à jouer un rôle fort, généreux et **impartial** en **appuyant les efforts nationaux du Myanmar** pour aider l'État de Rakhine d'aller de l'avant. »

Les mots clé de cette recommandation venant de l'ancien secrétaire général de l'ONU, que tout le monde a louangé lors de son décès, sont sans nul doute « **IMPARTIAL** » et « **APPUYANT LES EFFORTS NATIONAUX DU MYANMAR** ».

Y a-t-il un seul député ou députée au parlement canadien qui a pris le temps de lire ce rapport? Malheureusement, il semble que non.

Car, le 20 septembre dernier le parlement canadien, le premier et le seul au monde, a adopté à l'unanimité une résolution selon laquelle les « crimes contre les Rohingya constituent un génocide. » Et ils appellent le Conseil de sécurité à « transmettre la situation [...] à la Cour pénale internationale ». La source de ces informations : un rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. J'y reviens.

La dissidence est-elle interdite au pays de Justin Trudeau ? Où est Elizabeth May quand on a besoin d'elle. Et le Bloc? Accepte-t-il en bloc la politique étrangère canadienne? Même quand celle-ci est moralisatrice, voire colonisatrice? Et le NPD? N'en parlons même pas. Il vote toujours avec les Libéraux en politique étrangère et après il se demande pourquoi il ne gagne jamais.

Pourtant et pourtant... Si un esprit le moindrement dissident ou curieux était éveillé au parlement canadien, il aurait vu les très nombreux signes indiquant qu'il y a peut-être une autre version de cette histoire qui mérite d'être considérée ou entendue. Or hurler avec les loups est plus facile.

Les origines de la crise au Myanmar

Le 9 octobre 2016, des djihadistes lancent une attaque meurtrière contre l'état de Rakhine dans l'ouest du Myanmar et y laissent beaucoup de morts de même que des villages brûlés.

Les attaquants portent le nom Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan mais aussi « Mouvement de la foi ». Le dirigeant de cette force occulte s'appelle Atta Ullah abu Ammar Jununi. Né au Pakistan, Atta Ullah a grandi et a été formé en ... Arabie Saoudite. Ah bon! Et les autres dirigeants de ce Mouvement de la foi sont des émigrés ... saoudiens.

En novembre 2016, le Myanmar demande à Kofi Annan et à plusieurs autres personnalités d'envergure internationale, mais aussi à des éminentes personnalités du Myanmar d'établir une commission d'enquête et de faire des recommandations pour résoudre les problèmes soulevés par la minorité musulmane de l'État de Rakhine.

La Commission se met à l'œuvre et le 16 mars 2017, le président de la commission, Kofi Annan, livre son rapport intérimaire. Même si ce rapport est assez dur pour le gouvernement du Myanmar, celui-ci l'accepte et se dit prêt à mettre en œuvre les recommandations finales dès qu'elles seront émises. Parmi les recommandations intérimaires, Kofi Annan insiste que les responsables de l'attaque du 9 octobre 2016 doivent être punis.

L'Arabie saoudite au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU

C'est à ce moment-là, le 24 mars 2017, qu'entre en scène le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, qui décide de lancer sa propre enquête. Mais ce que personne ne semble vouloir souligner, c'est que le président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme est un ambassadeur de ... l'Arabie saoudite. Oui, vous avez bien vu. L'Arabie saoudite figure parmi les dirigeants du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Se peut-il que, voyant la direction que prenait la commission de Kofi Annan, l'Arabie Saoudite, toujours avec l'appui de Washington, ait voulu enterrer le rapport de Kofi Annan. Notons que cette commission, dont s'est inspiré les parlementaires du Canada, ne s'est même pas rendue au Myanmar, se satisfaisant de rencontrer seulement des réfugiés du Myanmar au Bangladesh.

La Commission présidée par Kofi Annan présente son rapport final le 25 août 2017. Il contient une centaine de recommandations visant à améliorer la situation des Musulmans et à aider l'État de Rakhine à rétablir la paix.

Parmi les recommandations que Kofi Annan présente aussi verbalement lors du dépôt du rapport figure celle adressée à la communauté internationale et lui demandant de « continuer à jouer un rôle fort, généreux et *impartial* en **appuyant les efforts nationaux du Myanmar** ».

Le gouvernement du Myanmar, représentée notamment par Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix et citoyenne honoraire du Canada – jusqu'au 27 septembre – accepte le rapport et s'engage à mettre en œuvre les recommandations.



Aung San Suu Kyi (photo : Aung Shine Oo / The Associated Press)

Source

: <https://www.thenational.ae/world/asia/as-rohingya-flee-myanmar-suu-kyi-skips-un-general-assembly-1.628003>

Mais coup de théâtre. La même journée, 25 août 2017, des terroristes de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (Mouvement de la foi) lance une autre attaque meurtrière sur 30 postes frontaliers. Il y a beaucoup de morts. Commence alors l'exode d'une partie de la population musulmane.

On connaît la suite : les bien-pensants de Bob Rae à Irwin Cotler en passant par Human Rights Watch et la plupart des médias occidentaux se mettent en marche pour mettre le gouvernement du Myanmar au pilori. L'objectif à peine voilé est de déstabiliser ce pays, qui regroupe quelques 135 groupes ethniques ou nationaux, notamment parce, crime des crimes, il entretient de bonnes relations économiques et politiques avec la Chine.

Personne ne parle plus des terroristes, des djihadistes, eux qui sont soutenus logistiquement, financièrement, militairement et idéologiquement par l'Arabie Saoudite.

Les parlementaires canadiens : thuriféraires de l'Arabie saoudite et des terroristes

Et maintenant, à la tête de ce groupe de bien pensants, fournissant une protection humanitaire et leur donnant une bonne image de marque, se trouvent nos parlementaires canadiens, aussi unanimes et intelligents qu'un troupeau de moutons.

Vivement un peu de dissidence au Canada!

Robin Philpot

Articles Par : **[Robin Philpot](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca